

Unité interdépartementale des deux Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 ANNECY

Annecy, le 19 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUROCAST THONON

ZI de Vongy
B.P. 141
74200 Thonon-Les-Bains

Références : 20260224_RAp_Insp_TAR_EUROCAST_THONON_v2
Code AIOT : 0006104744

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement EUROCAST THONON implanté ZI de Vongy B.P. 141 74200 Thonon-les-Bains. L'inspection a été annoncée le 27/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été motivée par un cas groupé de légionellose survenu en 2025 dans le secteur d'Albertville, ce qui a déclenché une campagne de contrôle renforcée en 2026 pour s'assurer du respect des prescriptions réglementaires par les exploitants d'une tour aéroréfrigérante (TAR). L'objectif est de garantir que les mesures de prévention contre la prolifération et la dispersion des légionelles sont effectivement mises en œuvre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROCAST THONON
- ZI de Vongy B.P. 141 74200 Thonon-les-Bains
- Code AIOT : 0006104744
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Eurocast est autorisé à exploiter une fonderie, réalisant des pièces en aluminium moulées sous pression à destination du secteur de l'automobile, soumise à autorisation (rubrique 3250.3.b)

sur la commune de Thonon-les-Bains.

La capacité de production de pièces aluminium est de 33 tonnes par jour. Il n'y a pas de traitement de surface des pièces sur le site.

Son arrêté préfectoral d'autorisation du 20/08/2001 a été mis à jour par arrêté préfectoral du 24 avril 2014 qui a été complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 13 juillet 2021 (rejets atmosphériques) et 29 septembre 2022 (alimentation en eau et conditions de rejets des effluents).

Le site de Thonon est rattaché au pôle fonderie Rhône-Alpes de GMD Eurocast, avec les sites de Reyrieux et Vaulx en Velin. L'activité est à 100 % tournée vers l'automobile.

Le site emploie 83 personnes et produit 40 tonnes par semaine de produits moulés essentiellement des carters de direction, des supports moteurs et des pièces diverses de petite taille. Le travail est effectué en régime 3 x 8 du lundi au vendredi.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 5
- BIOCIDES
- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Entretien et surveillance de l'installation	Arrêté Préfectoral du 24/04/2014, article 12.5.a)	Demande d'action corrective	3 mois
4	Entretien et surveillance de l'installation	Arrêté Préfectoral du 24/04/2014, article 12.5.b)	Demande d'action corrective	3 mois
6	Surveillance de l'installation	Arrêté Préfectoral du 24/04/2014, article 12.5.c)	Demande d'action corrective	5 mois
7	Produits Chimiques	Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article Art. 10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Informations générales du site	Arrêté Préfectoral du 24/04/2014, article 1.3	Sans objet
2	Surveillance de l'installation	Arrêté Préfectoral du 24/04/2014, article 12.4	Sans objet
5	Suivi de l'installation	Arrêté Préfectoral du 24/04/2014, article 12.13, 12.14 et 12.15	Sans objet
8	Produits Chimiques	Arrêté Préfectoral du 28/04/2014, article 2.6.1	Sans objet
9	Entretien et surveillance de l'installation	Arrêté Préfectoral du 24/04/2014, article 12.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant assure le suivi de sa TAR et connaît les prescriptions applicables, il dispose de tous les documents nécessaires à la gestion de son installation.

Toutefois, il a été constaté que l'AMR n'est pas révisé tous les 2 ans. Ainsi, il est demandé à l'exploitant de réviser l'AMR, de mettre en œuvre le plan d'action et de supprimer les bras morts dans un délai de 3 mois.

L'AMR devra être complétée par les éléments suivants :

- Vérification que le point de prélèvement est situé hors de l'influence de l'eau d'appoint.
- Vérification que le point de prélèvement est représentatif de l'eau dispersée (situé en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau),
- Évaluation du risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint.

Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour, sous 3 mois, le plan d'entretien et de surveillance et d'y ajouter :

- Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action sera définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifiera dans l'AMR,
- ajouter dans la stratégie de traitement la justification de l'utilisation du biocide non oxydant ODYREF A51 en traitement continu.

Il est rappelé à l'exploitant qu'après tout redémarrage de la TAR, une analyse en *Legionella pneumophila* doit être réalisée dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine.

Il est demandé à l'exploitant de respecter ce délai d'analyse lors du prochain redémarrage de la TAR.

Concernant les produits biocides utilisés, l'exploitant doit demander à son fournisseur de déclarer le produit ODYS PERACID 25 dans la base Biocid.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre le numéro de déclaration sous 1 mois à l'inspection. À défaut, il arrête l'utilisation de ce produit.

Enfin, des demandes sont formulées à l'exploitant dans les fiches de constats ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Informations générales du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2014, article 1.3			
Thème(s) : Situation administrative, Informations générales de l'installation			
Prescription contrôlée :			
article 1.3 modifié par arrêté préfectoral du 13/07/2021			
Les activités exercées sur le site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :			
N° de rubrique	Activité	Niveau présent sur le site	Régime: A: Autorisation E: Enregistrement

			D: Déclaration
2552.1	Fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages non ferreux, la capacité de production étant Supérieure à 2 t/j	Fusion de 33 t/j d'aluminium	A
3250.3.b)	Exploitation de fonderies de métaux non ferreux, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes	Fusion de 33 t/j d'aluminium	A
2560.B.	Travail mécanique des métaux et alliages dans des installations autres que les laminoirs et les forges, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW	1 560 kW (machines d'usinage)	E
2564.A.2	Nettoyage de surfaces métalliques par des procédés utilisant des solvants organiques volatils, le volume total des cuves de traitement étant supérieur à 200 litres, mais inférieur ou égal à 1 500 litres	450 litres de solvants pétroliers	D
2575	Emploi de matières abrasives, la puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	105 kW	D
2915.1.b	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation supérieure à 100 l, mais inférieure à 1 000 litres	900 litres de fluide à point éclair 220 °C mis en œuvre à 250 °C	D
2921.b)	Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique, la puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	950 kW	D

Constats :

Il existe une TAR en activité sur le site dénommée TAR BALTIMORE TVX 217R d'une puissance de 950 kW.

Elle a été mise en service en 2002. En 2014, la tour de refroidissement bénéficie de l'antériorité suite à la création de la rubrique 2921 de la nomenclature. Elle est classée sous le régime de la déclaration.

La TAR est de type ouverte, elle a une capacité du circuit de 35 m³ et sert à refroidir un circuit d'eau secondaire d'échangeurs de machines de fonderie (presses...)

Elle fonctionne en continu sauf 3 semaines d'arrêt programmé au mois d'août chaque année (période de nettoyage des réseaux et de la TAR).

L'eau d'appoint provient d'un forage privé.

La gestion et la surveillance de l'installation est réalisée toutes les semaines par le service maintenance d'EUROCAST et par la société ODYSSEE Environnement qui intervient 4 fois par an.

Les prélèvements et les analyses sont réalisés par le laboratoire SGS.

La maintenance des installations est réalisée en interne et par la société HVAC France pour le

<p>nettoyage annuel.</p> <p>Le suivi des paramètres de contrôle est réalisé en interne par le service maintenance qui effectue des relevés hebdomadaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Surveillance de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2014, article 12.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Formation du personnel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation se fera sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assurera que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation.</p> <p>Ces formations seront renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p> <p>Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; • les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ; • les dispositions du présent arrêté. <p>En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> sera dispensée aux opérateurs concernés.</p> <p>Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprendra :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les modalités de formation, notamment en fonction des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ; • la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, type de formation suivie, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ; • les attestations de formation de ces personnes. <p>Les personnes étrangères à l'établissement ne devront pas avoir un accès libre aux installations.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, en amont de la visite, la liste des 9 personnes référentes nommément désignées listées dans un tableau de suivi « suivi Habilitation TAR » qui précise le poste occupé, la date de la dernière formation et la date de validité de 5 ans de la formation.</p> <p>Le tableau « Plan de formation 2025 » indique les 6 personnes ont été formées en 2025 par</p>

l'organisme Odyssée. Il reste une personne à former en 2026.
Dans le carnet sanitaire, transmis le 24/02/2026, sont conservées les attestations de formation du personnel d'EUROCAST et des personnes de la société ODYSSEE. Il manque les attestations des sociétés extérieures (HVAC, les autres sociétés de maintenance intervenant sur l'installation et le laboratoire SGS).

Les sujets traités pendant la formation sont les suivants :

- Comprendre ce qu'est la bactérie du légionnaire et les risques qu'elle peut amener dans une installation de type IRDEFA,
- Connaître les bonnes méthodes de gestion de traitement de l'eau d'une installation de type IRDEFA,
- Comprendre les enjeux de la nouvelle réglementation de la Rubrique 2921 du 14 décembre 2013,
- Mettre en place le carnet sanitaire avec les indicateurs pertinents,
- Savoir réagir et interagir avec l'administration en cas de crises.

Les prélèvements légionelles sont réalisés uniquement par le laboratoire SGS.

Il a été vérifié que les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas accès libre aux installations (porte fermée à clé et affichage).

Il conviendra de vérifier que la personne responsable de la gestion de la tour aéroréfrigérante est remplacée en cas d'absence par une personne formée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra compléter son carnet sanitaire en y ajoutant les attestations de formations des sociétés extérieures (HVAC, société de maintenance et le laboratoire SGS).

Il conviendra de vérifier que la personne responsable de la gestion de la tour aéroréfrigérante est remplacée en cas d'absence par une personne formée qui doit être désignée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Entretien et surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2014, article 12.5.a)

Thème(s) : Risques chroniques, Analyse méthodique des risques

Prescription contrôlée :

a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) sera menée sur l'installation. Cette analyse consistera à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et devront faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.

L'AMR analysera de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de

fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;

- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des articles 12.6.c) et 12.8.g) du présent arrêté.

Dans l'AMR seront analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction

- de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent.

Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint sera également évalué. Cet examen s'appuiera sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

Sur la base de l'AMR seront définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles,
- les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux articles 12.8 et 12.9 b), et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques sera revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donnera lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'Analyse Méthodique des Risques (AMR) date du 04/12/2015 et n'a pas été révisée depuis.

L'exploitant a indiqué le jour de l'inspection que la révision de l'AMR est prévue et qu'un bon de commande a été signé avec l'entreprise ODYSSEE pour réaliser cette prestation.

Il n'y a pas eu de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation depuis 2015. Il a été vérifié sur GIDAF qu'il n'y a jamais eu de dépassement du seuil de 100 000 UFC/l ni de dépassements consécutifs du seuil de 1 000 UFC/l.

L'AMR contient bien les éléments suivants :

- description de l'installation et son schéma de principe (lieu de prélèvement repéré sur un schéma),

- liste des points critiques,
- identification des bras morts et plan d'action pour les supprimer,
- identification des situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement.

Elle devra être complétée par les éléments suivants :

- Vérification que le point de prélèvement est situé hors de l'influence de l'eau d'appoint.
- Vérification que le point de prélèvement est représentatif de l'eau dispersée (situé en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau),
- Évaluation du risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint.

L'exploitant n'a pas mis en œuvre le plan d'action listé dans l'AMR de 2015 et n'a pas supprimé les bras morts identifiés dans l'AMR.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de réviser l'AMR, de mettre en œuvre le plan d'action et de supprimer les bras morts dans un délai de 3 mois.

L'AMR devra être complétée par les éléments suivants :

- Vérification que le point de prélèvement est situé hors de l'influence de l'eau d'appoint.
- Vérification que le point de prélèvement est représentatif de l'eau dispersée (situé en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau),
- Évaluation du risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint.

L'exploitant devra procéder à la révision de l'AMR tous les 2 ans.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Entretien et surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2014, article 12.5.b)

Thème(s) : Risques chroniques, Plans d'entretien et de surveillance

Prescription contrôlée :

b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion des légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau.

Ces plans concerneront l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm.

Ces plans seront mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.

Le plan d'entretien définira les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation.

Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action sera définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifiera dans l'AMR.

Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite à l'article 12.6, sera jointe au plan d'entretien.

Le plan de surveillance précisera les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures, tels que définis à l'article 12.7.

Il précisera les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclura les éventuels produits utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.

Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance seront formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* décrite aux articles 12.8 à 12.11 fera l'objet d'une procédure particulière.

Les cas d'utilisation saisonnière ou de fonctionnement intermittent seront analysés dans l'AMR et feront l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assurera une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assurera de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en *Legionella pneumophila*.

Constats :

Concernant la surveillance de l'installation, il a été vérifié sur GIDAF que l'exploitant transmet bien les résultats des analyses légionelles tous les 2 mois. Il n'y a pas eu de dépassement depuis plus de 10 ans. En 2025, il a été constaté que plusieurs transmissions sur GIDAF sont effectués plus d'un mois après le prélèvement.

L'exploitant a transmis le jour de la visite le carnet sanitaire comprenant le plan de surveillance et d'entretien qui a été mis à jour le 17/02/2026.

Le plan de surveillance et d'entretien indique les opérations d'entretien, de maintenance et de surveillance à réaliser, le document associé à chaque opération (notice ou procédure), la fréquence et la société en charge de chaque action.

Il contient également une fiche sur les indicateurs d'autosurveillance, les valeurs cibles et les actions à mettre en œuvre en cas de dérive.

La stratégie de traitement, date du 17/02/2026, elle décrit bien la stratégie de traitement mais il manque la justification de l'utilisation du biocide non oxydant ODYREF A51 en traitement continu.

Les procédures suivantes sont présentes dans le carnet sanitaire :

- arrêt immédiat en cas de *Legionella pneumophila* supérieur à 100 000 UFC/l,
- en cas de *Legionella pneumophila* supérieur à 1 000 UFC/l et inférieur à 100 000 UFC/l,
- en cas de résultats ininterprétables,
- désinfection en fonction des niveaux de concentration en légionelles,
- nettoyage annuel TAR,
- nettoyage de la sonde de conductivité,
- prélèvement eau de rejet de la TAR,
- désinfection adoucisseur,
- nettoyage à haute pression
- entretien pompe doseuse,
- suivi TH et conductivité,
- les informations à transmettre au passage du préleveur du laboratoire pour analyses légionelles.
-

Concernant la procédure "arrêt immédiat en cas de *Legionella pneumophila* supérieur à 100 000 UFC/l", il conviendra de supprimer le numéro de fax de la DREAL qui n'existe plus. Le numéro de téléphone à indiquer sur la procédure est celui de l'inspectrice ICPE (Mme BUHREL : 04 50 08 09 15) et celui du standard du service au 04 50 08 09 00. Le logigramme d'action devra être modifié en conséquence.

Il a été vérifié que les 3 procédures "arrêt immédiat en cas de *Legionella pneumophila* supérieur à 100 000 UFC/l", "en cas de *Legionella pneumophila* supérieur à 1000 UFC/l et inférieur à 100 000 UFC/l", "en cas de résultats ininterprétables" et le logigramme d'actions répondent bien aux prescriptions des articles 12.8 et 12.9 et 12.10 de l'arrêté préfectoral du 28/04/2014.

Le nettoyage annuel de la TAR est réalisé tous les ans au mois d'août par la société HVAC, le dernier nettoyage a eu lieu les 13 et 14 août 2025. La procédure de nettoyage prévoit l'utilisation d'un jet haute pression et l'arrêt de la dispersion obligatoire.

L'exploitant a transmis le rapport d'intervention et le certificat de nettoyage, les remarques sur l'état de l'installation sont les suivantes:

- La résine du bassin se décolle par endroits, à surveiller et prévoir un résinage du bassin ou des patchs. La crépine d'aspiration est hors service et doit être remplacée.
- Les poulies motrices présentent une usure importante avec un écart de 2 cm entre poulie motrice et réceptrice.
- Les quatre têtes de graisseurs sont fortement oxydées et doivent être remplacées par des modèles inox.

Concernant les poulies, l'exploitant a indiqué qu'il a procédé à une rehausse et qu'il a mis en place un plan d'action pour résoudre les deux autres points.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite à la révision de l'AMR (constat n°3), il est demandé à l'exploitant de mettre à jour, sous 3 mois, le plan d'entretien et de surveillance et d'y ajouter :

- Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action sera définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifiera dans l'AMR,
- ajouter dans la stratégie de traitement la justification de l'utilisation du biocide non oxydant ODYREF A51 en traitement continu.

Il est rappelé à l'exploitant que la transmission sur GIDAF doit être effectuée dans le mois après le prélèvement.

Concernant la procédure "arrêt immédiat en cas de *Legionella pneumophila* supérieur à 100 000 UFC/l", il conviendra de supprimer le numéro de fax de la DREAL qui n'existe plus. Le numéro de téléphone à indiquer sur la procédure est celui de l'inspectrice ICPE (Mme BUHREL : 04 50 08 09 15) et celui du standard du service 04 50 08 09 00. Le logigramme d'action devra être modifié en conséquence.

L'exploitant doit mettre en œuvre le plan d'action pour résoudre les détériorations constatées sur la TAR lors du dernier nettoyage annuel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Suivi de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2014, article 12.13, 12.14 et 12.15
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification de l'installation, carnet de suivi et bilans annuels
Prescription contrôlée : <u>Article 12.13 : Vérification de l'installation</u> Dans les six mois suivant la mise en service d'une nouvelle installation ou un dépassement du seuil de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> de 100 000 UFC/l dans l'eau du circuit, l'exploitant devra faire réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, dans le but de vérifier que les mesures de gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles prescrites par le présent arrêté sont bien effectives.(...) <u>Article 12.14 : Carnet de suivi</u> L'exploitant reportera toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionnera : <ul style="list-style-type: none">• les volumes d'eau consommés mensuellement (mesure ou estimation) ;• les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;• les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;• les périodes d'arrêts complet ou partiels ;• le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;• les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;• les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curatives (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement / conditions de mise en œuvre) ;• les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ;• les modifications apportées aux installations. Sont annexés au carnet de suivi : <ul style="list-style-type: none">- le plan des installations comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ;- l'analyse méthodique des risques et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle ;- les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque de légionelles ;- le plan de formation ;- les rapports d'incident et de vérification ;- les bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées ou d'un organisme agréé, tels que définis l'article 12.5, relatifs aux résultats des mesures et analyses ;- les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en <i>Legionella pneumophila</i> et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation, tels que définis à l'article 12.7 ;- les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau tels que définie à l'article 12.18. Le carnet de suivi est propriété de l'installation. Le carnet de suivi et les documents annexés seront tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées. Dans le cas où ces documents seraient dématérialisés, ils seront rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de

l'inspection des installations classées, un contrôle périodique ou une vérification.

Article 12.15 : Bilan annuel

Les résultats des analyses de suivi de la concentration en *Legionella pneumophila*, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel, ainsi que les consommations d'eau seront adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés. Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur :

- les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/l en *Legionella pneumophila*, consécutifs ou non consécutifs ;
- les actions correctives prises ou envisagées ;
- l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents.

Le bilan de l'année N - 1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.

Constats :

Aucun contrôle de vérification de l'installation par un organisme indépendant n'a jamais été réalisé car il n'y a jamais eu de dépassement de 100 000 UFC/l en légionelles.

L'exploitant ne transmettait pas tous les ans le bilan annuel à l'inspection des installations classées car il pensait que le bilan annuel de GIDAF était suffisant. Or, l'inspecteur en charge du suivi ne peut visualiser sur GIDAF que le bilan annuel des analyses légionelles, il manque à ce bilan les périodes d'utilisation et les périodes d'arrêt ainsi que les consommations d'eau et les commentaires sur les dérives constatées et leurs causes.

Le 04/03/2026, l'exploitant a transmis le bilan annuel 2025 qui répond en totalité à l'article 12.15 de l'arrêté préfectoral du 28/04/2014.

Le carnet sanitaire a été transmis le jour de l'inspection.

L'exploitant a également transmis en amont de la visite les documents suivants :

- tableau de suivi TAR 2025 et 2026 qui est renseigné toutes les semaines (lundi) par le responsable de maintenance.

En 2025, le relevé du compteur d'eau brute indique une consommation de 6 957 m³ (6 206 m³ pour le compteur eau adoucie).

Les paramètres renseignés dans ce tableau sont : les relevés des index des compteurs "eau brute" et "eau adoucie", la consommation et la consommation moyenne par jour, T°C départ fonderie, T°C retour fonderie, TH TAR, suivi des 2 adoucisseurs (consommation de sel), suivi d'injection des deux produits biocides ODYZYME CBR et ODYREF A51.

Il a été constaté que pour toute l'année 2025, le dosage des produits étaient en dehors des valeurs cibles alors que le suivi trimestriel de la société ODYSSEE était bon. L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait d'une erreur dans la formule de calcul dans le tableau qui a été résolu depuis.

Il pourrait être ajouté dans ce tableau les dates d'intervention d'ODYSSEE Environnement, les dates des opérations de maintenance et les dates des interventions spécifiques sur le dévésiculeur.

- tableau de suivi des analyses légionelle et des analyses de rejet avec bilan annuel 2024 et 2025 dénommé « Plan de surveillance de la TAR ».

<p>Il manque les analyses de l'eau d'appoint et les actions à mettre en œuvre en cas de dérive. Il pourrait être précisé sur ce tableau les procédures à appliquer en cas de dérive.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Analyses physico-chimique du traiteur d'eau ODYSSEE</u> <p>Interventions trimestrielles du 25/03/2025, 17/06/25, 03/09/25, 03/12/25 incluant un bilan matières des produits injectés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que le bilan annuel n-1 doit être établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année n. Ces bilans doivent être annexés au carnet de suivi.</p> <p>Il pourrait être ajouté au tableau de suivi de la TAR les dates d'intervention d'ODYSSEE Environnement, les dates des opérations d'entretien et de maintenance et les dates d'interventions spécifiques sur le dévésiculeur.</p> <p>Il pourrait être ajouté dans le tableau de suivi des analyses légionelle les analyses de l'eau d'appoint et y être précisé les procédures à appliquer en cas de dérive.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Surveillance de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2014, article 12.5.c)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Procédures d'arrêt et de redémarrage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) Les procédures spécifiques suivantes seront également définies par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ; • procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation : <ul style="list-style-type: none"> ✓ suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ; ✓ en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ; ✓ en cas de fonctionnement saisonnier (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ; ✓ suite à un arrêt prolongé complet ; ✓ suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant survenir sur l'installation ; ✓ autres cas de figure propres à l'installation. <p>Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes devront être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service et de l'état de propreté de l'installation.</p> <p>Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en <i>Legionella</i></p>

<i>pneumophila</i> sera réalisée.
<p>Constats :</p> <p>La procédure d'arrêt immédiat est bien présente et concerne le cas où la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est supérieur à 100 000 UFC/l, celle-ci a été analysée précédemment (voir point de constat n°4).</p> <p>Le seul cas de figure rencontré, d'après l'exploitant, est l'arrêt prolongé (3 semaines au mois d'août), le reste de l'année la TAR fonctionne.</p> <p>Les procédures internes associées à cet arrêt prolongé sont les procédures "nettoyage annuel TAR" et "nettoyage jet à haute-pression".</p> <p>L'exploitant a également transmis les procédures d'intervention suivantes de la société HVAC qui réalise l'entretien annuel :</p> <ul style="list-style-type: none"> • procédure nettoyage circuit de poteyage, circuit TAR et bassin de TAR HVAC France qui date du 09/07/2015, • procédure « sécurité chantier » HVAC France qui date du 18/11/2013, • procédure nettoyage HP HVAC France qui date du 30/11/2015, • procédure nettoyage TAR HVAC France qui date du 18/11/2013, • procédure audit TAR HVAC France qui date du 18/11/2013. <p>Il a été constaté que suite au redémarrage du 18 août 2025, le prélèvement pour analyse légionelles a été réalisé le 28/08/205 soit 10 jours après, ce qui dépasse le délai des 7 jours. Il conviendra de s'assurer qu'au prochain redémarrage le laboratoire puisse intervenir dans les 7 jours.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'après tout redémarrage de la TAR, une analyse en <i>Legionella pneumophila</i> doit être réalisée dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de respecter ce délai d'analyse lors du prochain redémarrage de la TAR.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 5 mois

N° 7 : Produits Chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Étiquetage des produits biocides
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'étiquette d'un produit biocide doit porter de manière lisible et indélébile les indications suivantes rédigées en français :</p>

- a) L'identité de toute substance active biocide contenue dans le produit et sa concentration en unités métriques ; [...]
- d) Les utilisations autorisées du produit biocide ;
- e) Les instructions d'emploi et la dose à appliquer pour chaque usage autorisé, exprimée en unités métriques ; [...]
- j) Le délai nécessaire pour l'apparition de l'effet biocide et sa durée d'action, l'intervalle à respecter entre les applications du produit biocide ou entre l'application et l'utilisation ultérieure du produit, de la matière ou de la surface qui a été traitée ou l'accès ultérieur de l'homme ou des animaux à la zone d'utilisation du produit biocide, y compris des indications concernant les moyens et mesures de décontamination et la durée de ventilation nécessaire des zones traitées ; [...]
- l) Des indications concernant les mesures de précaution à prendre pendant l'utilisation, le stockage et le transport ; [...]

Les indications requises aux points a, b, d et, le cas échéant, g et m, doivent figurer sur l'étiquette du produit. Les indications requises aux points c, e, f, h, i, j, k, l et n peuvent figurer sur un autre endroit de l'emballage ou faire l'objet d'une notice explicative qui accompagne l'emballage et en fait partie intégrante.

(cf. Arrêté du 19 mai 2004 relatif au contrôle de la mise sur le marché des substances actives biocides et à l'autorisation de mise sur le marché des produits biocides)

Constats :

Lors de la visite du site, il a été constaté qu'un bidon de 20 litres d'ODYCIDE O351 et un bidon de 20 litres d'ODYCIDE B322 M sont stockés dans la cave. Sur les étiquettes de ces produits figure bien le type de produit (TP11). Il serait plus pertinent de déplacer ces bidons dans le local de la TAR et de faire attention à la date d'expiration qui est proche (juin 2026).

Il a été vérifié dans chaque procédure la liste des produits utilisés :

- Procédure désinfection TAR : produits utilisés ODYCIDE O 351 et ODYZYME CBR ;
- Procédure nettoyage annuel TAR : produits utilisés ODYS NDTA, ODYCIDE O 351 et ODYZYME CBR ;
- Procédure de désinfection des adoucisseurs : produits utilisés ODYS PERACID 25.

Les étiquettes des produits utilisés en continu ont été analysées :

- ODYREF A51, 1 bidon de 210 kg, biocide TP 11 mentionné sur l'étiquette ainsi que la substance active contenue et sa concentration, les instructions d'emploi et la dose à appliquer n'est pas indiqué.
- ODYZYME CBR, 1 bidon de 210 kg, n'est pas un biocide mais un biodispersant, la substance active contenue et sa concentration sont indiquées sur l'étiquette.

Les étiquettes des autres produits stockés dans le local de la TAR ont été analysées :

- ODYCIDE B322 M : biocide, 2 bidons de 20 litres, les substances actives contenues et leur concentration sont indiquées sur l'étiquette peroxyde d'hydrogène entre 10 et 25 % (TP 11), les instructions d'emploi et la dose à appliquer n'est pas indiqué.
- ODYS PERACID 25, 1 bidon de 20 litres, biocide, les substances actives contenues et leur concentration sont indiquées sur l'étiquette acide peracétique 2,6 % et peroxyde d'hydrogène à 25%, utilisation précisée : nettoyage des résines échangeuses d'ions ou les

membranes d'osmose (TP4), les instructions d'emploi et la dose à appliquer pour chaque usage autorisé sont indiquées.

- ODYZYME CBR, 1 bidon de 20 kg, n'est pas un biocide mais un biodispersant, la substance active contenue et sa concentration sont indiquées sur l'étiquette.

Les fiches de données de sécurité de ces produits ont été transmises par l'exploitant :

- ODYCIDE O351, fournisseur ODYSSE Environnement, date de révision 01/01/2023, d'après la déclaration déposée par le fournisseur dans la base Biocid, la demande d'autorisation de mise sur le marché (AMM) a été déposée (phase transitoire) ;
- ODYCIDE B322 M, fournisseur ODYSSE Environnement, date de révision 01/01/2023, d'après la déclaration déposée par le fournisseur dans la base Biocid, la demande d'autorisation de mise sur le marché (AMM) a été déposée (phase transitoire) ;
- ODYREF A51, fournisseur ODYSSE Environnement, date de révision 01/01/2023, d'après la déclaration déposée par le fournisseur dans la base Biocid, la demande d'autorisation de mise sur le marché (AMM) a été déposée (phase transitoire) ;
- ODYZYME CBR, fournisseur ODYSSE Environnement, date de révision 01/01/2023.
- ODYS PERACID 25, fournisseur ODYSSE Environnement, date de mise à jour 12/06/2025.

Il a été vérifié sur la base de données Biocid, le produit ODYS PERACID 25 est un produit biocide qui n'a pas été déclaré, il ne peut donc pas être utilisé.

L'exploitant devra demander à son fournisseur de déclarer le produit dans la base Biocid et indiquer le numéro de déclaration à l'inspection. A défaut, il arrête l'utilisation de ce produit.

L'exploitant devra vérifier avec son fournisseur si le produit ODYCIDE B322 M doit être conservé car il n'est pas listé dans les procédures.

L'exploitant a transmis un fichier du fournisseur ODYSSEE Environnement qui stipule que les produits utilisés pour la TAR sont compatibles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit demander à son fournisseur de déclarer le produit ODYS PERACID 25 dans la base Biocid. Il est demandé à l'exploitant de transmettre le numéro de déclaration sous 1 mois. À défaut, il arrête l'utilisation de ce produit.

L'exploitant devra vérifier avec son fournisseur si le produit ODYCIDE B322 M doit être conservé car il n'est pas listé dans les procédures.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Produits Chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2014, article 2.6 .1
Thème(s) : Risques chroniques, capacités de rétention
Prescription contrôlée : Toute unité (réservoirs, fûts, bidons, bouteilles ...) susceptible de contenir des liquides inflammables, toxiques ou nocifs pour le milieu naturel devra être associée à une capacité de rétention étanche dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand récipient associé ;• 50 % de la capacité globale des récipients associés. Pour les stockages en récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention sera au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">• la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 litres,• dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des récipients avec un minimum de 250 litres,• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres. Les cuvettes de rétention seront conçues pour résister à la poussée et à l'action corrosive des liquides éventuellement répandus. Lorsqu'elles sont associées à des stockages de liquides inflammables, elles devront posséder une stabilité au feu de degré 2 heures. Elles seront correctement entretenues et débarrassées des eaux météoriques pouvant les encombrer. Elles ne comporteront aucun moyen de vidange par simple gravité dans les égouts ou le milieu récepteur.
Constats : Il a été constaté que les produits stockés dans la cave et le local de la TAR sont bien placés sur rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Entretien et surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2014, article 12.7
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses des légionelles
Prescription contrôlée : a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> : La fréquence des prélèvements et analyses des <i>Legionella pneumophila</i> sera au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements seront effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques pour cette méthode d'analyse et sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/l). L'exploitant pourra avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées.

Constats :

Le laboratoire SGS France EIHT Agence Sud, site de Lyon est accrédité pour réaliser le prélèvement d'eau (N° accréditation 1-6452 valide jusqu'au 28/02/2029).

Les analyses légionelles sont sous-traitées au laboratoire SGS d'Evry (N°accréditation 1-6446 valide jusqu'au 28/02/2029).

Le point de prélèvement est identifié dans le local de la TAR avec une étiquette sur laquelle est indiqué "Point de prélèvement".

Il serait plus pertinent d'indiquer sur cette étiquette "Point de prélèvement légionelles".

Il a été vérifié, par sondage, que le rapport d'analyse du 14/01/2026 (prélèvement du 18/12/2025) fournit toutes les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon. Les résultats légionelles sont présentés selon la norme NF T 90-431.

Il a été vérifié que le contrat signé avec SGS précise bien que le laboratoire s'engage à conserver les ensemencements pendant trois mois en cas de dépassement du seuil de 100 000 UFC/l en *Legionella pneumophila* ou en *Legionella species*.

Le contrat précise également que "*En cas de dépassement des valeurs admissibles ou de présence de flore interférente, SGS France (EIHT) en avertira immédiatement le client.*"

et "*En cas de dépassement du seuil de 1 000 UFC/l et/ou de présence d'une flore interférente rendant impossible la quantification de la Legionella pneumophila sur des résultats provisoires confirmés ou définitifs, SGS France (EIHT) en avertira immédiatement l'exploitant par un moyen rapide (fax ou mail). L'exploitant doit nous transmettre les coordonnées des personnes à prévenir.*"

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le point de prélèvement identifié dans le local de la TAR comportant l'étiquette "Point de prélèvement" pourrait être étiqueté avec la mention suivante "Point de prélèvement légionelles".

L'exploitant doit préciser au laboratoire les coordonnées des personnes à prévenir, il faudra tenir compte d'une possible lecture de résultats par le laboratoire le samedi et s'assurer que quelqu'un puisse être prévenu (astreinte).

Type de suites proposées : Sans suite